

Bois exotiques FSC

La traçabilité émerge en Afrique



La FAO a rappelé lors de la Semaine mondiale des forêts¹ l'urgence d'un changement radical en faveur d'une gestion durable. Premier importateur européen de bois exotiques africains, deuxième acheteur mondial, la France s'approvisionne encore aujourd'hui en produits issus pour au moins un tiers de coupes illégales². La certification FSC est devenue l'outil le plus sérieux pour responsabiliser les achats, mais son essor peine à se généraliser.

La déforestation tropicale progresse, atteignant à notre époque 13 millions d'hectares perdus chaque année. Aucun des grands bassins de production de bois ne fait exception, et pas un accord international ne parvient à la juguler suffisamment. Les négociations de l'Union européenne avec les grands pays producteurs via le programme Forest Law Enforcement, Governance and Trade (FLEGT) n'obtiennent pas non plus les résultats voulus. Par précaution, certains bâtisseurs choisissent de ne plus utiliser de bois importés de régions où les coupes illégales sont monnaie courante, mais le boycott n'offre pas une solution d'avenir quand on sait que l'activité forestière représente dans ces zones une ressource indispensable à la survie économique et sociale, et que la demande qui existe sur ces essences est tentante.

La très lente expansion du FSC

Depuis 1993, l'association internationale d'intérêt public Forest Stewardship Council (FSC) propose un processus de gestion durable des forêts qui s'appuie notamment sur la traçabilité. Le bilan de la cinquième assemblée générale du Council³ est nuancé : si l'augmentation de la superficie de forêts « certifiées FSC » est patente, avec 102,9 millions d'hectares en 2008 contre 88 millions en 2007, le chiffre ne concerne que 7 % des zones de production mondiales, avec la répartition suivante : Europe 46,83 % de forêts certifiées (48 millions d'hectares), Amérique du Nord

34,84 %, Amérique du Sud 11,28 %, **Afrique 3,4%** (dont 2,3 millions l'ont été au cours de l'année 2008), Asie 2,09 % et Océanie 1,57 %. Les freins à la généralisation de la certification sont difficiles à dépasser : hormis la difficulté du contrôle en forêt et d'un bout à l'autre de la chaîne, les acheteurs ou « intermédiaires » font partie des principaux obstacles. Selon Jean Bakouma, spécialiste des bois tropicaux au WWF, « personne ne maîtrise bien leur politique, dont le but est de réaliser des marges ». Ils achètent en gros en groupant les commandes avec plusieurs exploitations et revendent au détail des produits dont il est impossible d'identifier la provenance. Une certification FSC implique une traçabilité parfaite. Ainsi, soit ces acheteurs sont évincés du processus, soit ils sont entièrement contrôlés, comme en Grande-Bretagne où ils ont globalement « joué le jeu », prenant une longueur d'avance sur les autres pays. Il faut ajouter au problème des intermédiaires celui de l'achat de nombreuses concessions par la Chine, pour qui l'écologie ne fait pas figure de priorité.

Le Réseau Forêt et Commerce

Dans le cas du bois africain, la région la plus riche et la plus sensible est celle du bassin du Congo qui représente le plus grand massif tropical après l'Amazonie. Couvrant le Cameroun, le Gabon, la Guinée-Équatoriale, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo, ce territoire a la particularité de concentrer une très forte biodiversité (il abrite entre autres une partie des derniers Grands singes). La France y concentre, elle, ses principales concessions forestières exotiques, parmi lesquelles Bolloré, Thanry, Interwood et quelques certifiées FSC, Rougier, Pallisco⁴, Precious Wood, etc. C'est l'une des zones d'action du Réseau Forêt et Commerce lancé par le WWF fin 2008, la version hexagonale de l'International Global Forest and Trade Network (GFTN), un programme qui tente d'éliminer l'exploitation illégale du bois. Si le GFTN concerne plus de 350 entreprises dans trente-quatre pays, le réseau français en compte

lui une dizaine. En partenariat avec les entrepreneurs, l'association offre son appui technique, soit vers la certification, soit vers des achats responsables. Les candidats au FSC et à l'aide du WWF doivent s'engager publiquement aux côtés de l'association et supprimer, sous cinq ans, la totalité de leur approvisionnement illégal. L'objectif est particulièrement compliqué à tenir dans les régions à faible gouvernance, comme c'est le cas en Afrique centrale. En revanche, le territoire étant faiblement industrialisé, il existe peu de transformation sur place et la traçabilité sur du bois brut est plus simple que dans des pays d'Asie du Sud-Est où le bois est acheminé vers la Chine qui les reçoit mélangés et les transforme avant de les vendre.

Les sentinelles du bois certifié

« Aujourd'hui, quand les douaniers voient passer du bois tropical et que les routiers leur disent que la filière est légale, ils partent en courant, plaisante Jean Bakouma. Ils n'ont pas la moindre idée des essences concernées, ni des problèmes complexes de ce commerce. » Le déficit de connaissance : voilà l'un des principaux écueils du développement de la certification. Les États producteurs et acheteurs ne se donnent pas les moyens de leurs propres politiques. Aussi des gens bien formés sur le terrain sont-ils le premier maillon nécessaire. Sur place, c'est le rôle des bureaux du Réseau qui apportent leur expertise, et à Paris, Forêt et Commerce dispense des formations gratuites à toutes les entreprises françaises qui en font la demande, pour améliorer leur connaissance de la réglementation, l'impact qu'elle peut avoir sur leur production, les flux internationaux légaux et illégaux afin d'avoir une vision macroscopique de la situation, etc. Les douanes compteraient ainsi parmi les premiers élèves de cet institut de formation en plein développement.

L'essor de la certification ne peut remplacer la connaissance des essences, identifiées sous plusieurs appellations selon les régions, au profit des fraudeurs qui parviennent à faire passer entre les mailles du filet des espèces en voie d'extinction. Par ailleurs, on peut s'interroger sur le développement de labels parallèles et régionaux comme la PAFC dont les objectifs rejoignent ceux du FSC, mais en évinçant la présence d'ONG. En instaurant des outils de performance sur le terrain, la certification FSC ouvre la voie à une responsabilisation indépendante des politiques nationales et à une gestion durable qui repose sur la volonté de tous les acteurs de la chaîne. Il faudra s'armer de patience ! ☒

clémence mathieu

1. La Semaine mondiale des forêts a eu lieu à l'occasion de la session du Comité des forêts de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) du 16 au 20 mars à Rome.
2. Source WWF.
3. Tenue le 2 novembre 2008 en Afrique du Sud, www.fsc.com
4. Pallisco appartient au groupe Pasquet, mais seuls les produits Pallisco sont certifiés FSC, ce qui n'autorise pas le groupe à utiliser le logo ou à faire valoir la certification dans sa communication, conformément à la Charte du Réseau Forêt et Commerce.



Exploitation certifiée FSC de la société Pallisco. Cameroun, 2005.